



**EXTRAIT : QUESTION N° 01**

**Des délibérations du Conseil d'Administration**

**Du Centre Communal d'Action Sociale**

**De la Ville de Saint-Malo**

---

Publié le 29/10/2024

**Séance du 28 octobre 2024, à 18H30**

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre d'Administrateurs présents : 9

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 22 octobre 2024

**Membres présents** : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame CRANCE – Madame GERVAIS – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

**Absents, excusés et pouvoirs** : Monsieur LAMBERT, excusé – Madame KRAUSS, pouvoir à Mme LEPRIZE – Madame MOREAU, pouvoir à Mme TRONEL – Madame LE GAGNE, excusée – Monsieur CANNEVA, excusé – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée – Monsieur HEISSAT, pouvoir à Mr LEFILLEUL – Madame GUERIN, excusée.

**Président** : Monsieur LURTON

**Secrétaire** : Monsieur THIERRY

## **01- DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'un débat sur les orientations budgétaires a lieu dans le délai de 2 mois précédent l'adoption du budget par le Conseil d'Administration.

### **LE CONTEXTE**

Le CCAS de Saint-Malo évolue dans un contexte particulièrement incertain depuis plusieurs années en raison des crises successives et des réformes qui impactent son périmètre d'activité, son fonctionnement et son budget. L'année 2025 sera, à nouveau, marquée par des changements importants dont certains sont connus et préparés et d'autres, non moins importants, seront certainement à prendre en compte.

Rappelons tout d'abord que le conseil départemental d'Ille et Vilaine, chef de fil de l'action sociale et financeur du CCAS sur les missions insertion (RSA) et autonomie (résidences autonomie), est en grande difficulté économique. Comme dans la plupart des territoires départementaux, ses charges budgétaires augmentent chaque année en raison de la hausse des besoins sociaux dans le champ de la protection de l'enfance principalement mais également dans celui de l'insertion et de l'autonomie avec le vieillissement de la population. D'un autre côté, ses recettes liées au marché de l'immobilier sont en forte baisse en raison du contexte économique. Le conseil départemental mène une politique drastique d'économie qui va se poursuivre et probablement s'accroître en 2025. Elle ne touche pas le budget du CCAS à ce jour.

#### Les changements effectifs en 2025 : externalisation du SAAD, du service TISF et de la Maison France Services

L'externalisation du SAAD et du service TISF seront effectifs en 2025. Ces évolutions s'inscrivent dans une tendance lourde des politiques publiques de rationalisation de la gestion des établissements et services médico-sociaux en les incitant ou les obligeant à des regroupements structurels. A cet effet, les pouvoirs publics utilisent notamment le levier des réformes. Celle des services autonomie à domicile permettra de mieux coordonner les interventions d'accompagnement et de soins au bénéfice des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et de leur maintien à domicile. L'externalisation de ces deux services sera accompagnée financièrement par le CCAS pendant une période de 5 ans reconductible afin de garantir le niveau de rémunération de ses agents qui restent attachés à la collectivité. Une convention en fixera les éléments réglementaires et financiers.

Sur le territoire intercommunal, il existe aujourd'hui deux Maison France Services : celle située à l'espace Bougainville à Saint Malo, gérée par le CCAS et celle située à Cancale gérée par Saint-Malo Agglomération. Au 1 janvier 2025, il est prévu de créer un service commun, porté par Saint-Malo Agglomération, qui assurera la gestion commune des deux Maison France Services. Cette première étape offrira une meilleure cohérence de fonctionnement et une amélioration de la visibilité pour les usagers. Une convention entre Saint-Malo Agglomération, le CCAS et la Ville de Saint-Malo en précisera les modalités. Au 1 janvier 2026, il sera ensuite opéré un transfert de compétences qui permettra l'intégration de la Maison France Services de Saint Malo dans les services de Saint-Malo Agglomération.

#### Les changements poursuivis en 2025 : la situation des résidences autonomie

Le budget des deux résidences autonomie, à l'instar de la très grande majorité des établissements pour personnes âgées, est préoccupant. Après une période de redressement, le déficit s'accroît depuis deux ans et la réforme en cours des résidences autonomie, pilotée par le conseil départemental, ne permet pas à ce jour d'envisager d'amélioration.

Autre élément important : le CCAS s'est engagé en 2024, avec la Rance, dans l'élaboration d'un programme de travaux pour les deux résidences autonomie Jean XXIII et Jean XXIV. Les besoins et l'évaluation de leurs financements sont en cours et aboutiront en 2025 à des propositions qui seront soumises au conseil d'administration. Sur la base des arbitrages qui seront effectués, il s'agira ensuite d'établir de nouvelles convention entre le CCAS et la Rance.

#### Un changement probable en 2025 : la réforme du dispositif de gestion de l'hébergement d'urgence

L'Etat, avec la Préfecture d'Ille et Vilaine, a engagé en 2024 une réforme du dispositif départemental d'hébergement d'urgence. Ce dispositif était encore récemment géré par une association et il reposait, au niveau local, principalement sur deux associations : le Goéland et l'AMIDS.

La Préfecture souhaite créer, toujours au niveau départemental, en février ou mars 2025, un nouvel outil de gestion de l'hébergement d'urgence avec un Groupement d'Intérêt Public (GIP). La création de ce GIP devrait modifier les moyens attribués actuellement à l'association le Goéland (2.75 ETP) pour mener cette mission d'accueil d'information et d'orientation des personnes en demandes de logements (familles, étrangers, personnes sans domicile ...).

Si l'association n'est plus en capacité de pouvoir assurer cette mission, le CCAS de Saint-Malo pourrait être amené à devoir reprendre l'accompagnement des 400 personnes suivies par le Goéland. Il s'agirait d'un changement important qui nécessiterait, à moyen égal, de redéfinir les priorités des missions du service solidarité du CCAS.

#### L'élaboration du projet stratégique : un outil de pilotage du changement

Entre 2023 et 2024, le CCAS a fait l'objet d'une mission de contrôle de la Chambre régionale des comptes de Bretagne dont une des recommandations porte sur l'élaboration d'un projet stratégique.

Dans ce contexte institutionnel et économique marqué par les changements et des éléments d'incertitude, ce projet va permettre au CCAS de se saisir des évolutions en cours et de définir ses missions prioritaires et leur financement pour les prochaines années. Une méthodologie est prévue à cet effet. Elle demandera l'implication et la réflexion de tous les administrateurs.

Le document joint et son annexe précisent les orientations budgétaires retenues pour élaborer le budget 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,  
Après en avoir délibéré,**

**PREND ACTE**

Des orientations budgétaires 2025.

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 12 voix.

**Par délégation,  
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ  
Adjointe au Maire**

29 octobre 2024

# Rapport des orientations budgétaires 2025

## Propos introductif

Les deux années de crises sanitaires suivies du conflit Ukrainien ont fortement impacté l'évolution des finances locales. Les orientations budgétaires 2025 s'inscrivent dans un contexte économique marqué par des prix qui demeurent à un niveau élevé malgré le retour à une inflation plus raisonnable et un contexte politique national qui donne peu de visibilité sur l'évolution des finances locales (montant du fonds vert, limitation ou non des dépenses locales...).

Cette situation s'impose à nous. Elle doit conduire nos collectivités à réfléchir autrement.

Après les changements majeurs qui sont intervenus en 2023 (création de la direction de la famille et des solidarités et transfert de la compétence « petite enfance », adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57 pour le budget principal), 2024 a constitué une année de normalisation de cette nouvelle organisation.

En 2025, le CCAS connaîtra de nouveaux changements de périmètre :

- L'externalisation du SAAD à l'Association de Développement Sanitaire (ADS) de la Côte d'Émeraude.
- L'externalisation des TISF à l'Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR 35).
- La mise en place d'un service commun Maison France Services avec Saint-Malo Agglomération.

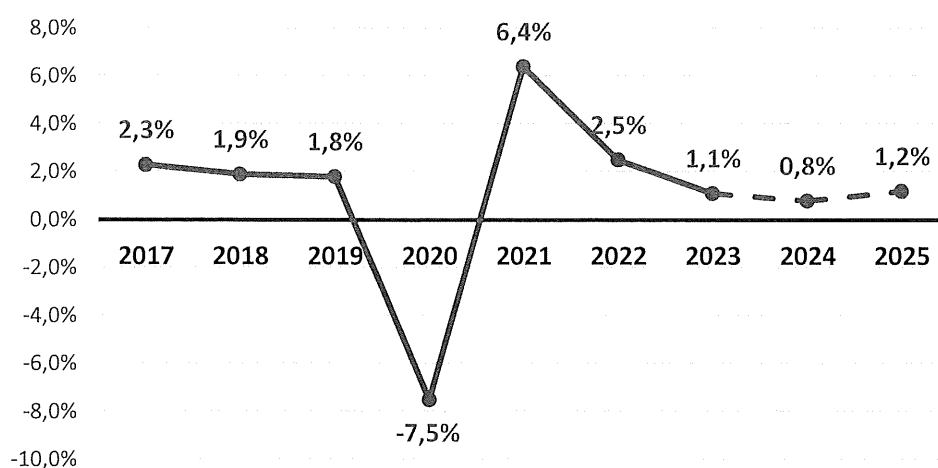
L'impact financier de ces transferts sera significatif avec la clôture de deux budgets (SAAD, TISF) et des conséquences sur les flux croisés entre le budget principal et les budgets annexes d'une part et entre la ville et le CCAS d'autre part à travers la subvention d'équilibre.

Le budget 2025 du CCAS sera élaboré sur la base d'hypothèses réalistes et prudentes de recettes et de poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

## **I. LE CONTEXTE ECONOMIQUE**

Après la crise sanitaire (- 7,5 % en 2020) et le rebond de croissance qui s'en est suivi (+ 6,4 % en 2021), l'activité économique a été ralenti par la hausse des matières premières et des prix de l'énergie amplifiée par la guerre en Ukraine. La Banque de France prévoit une croissance de 0,8 % en 2024 et de 1,2 % en 2025.

## Evolution du PIB - France (en %)

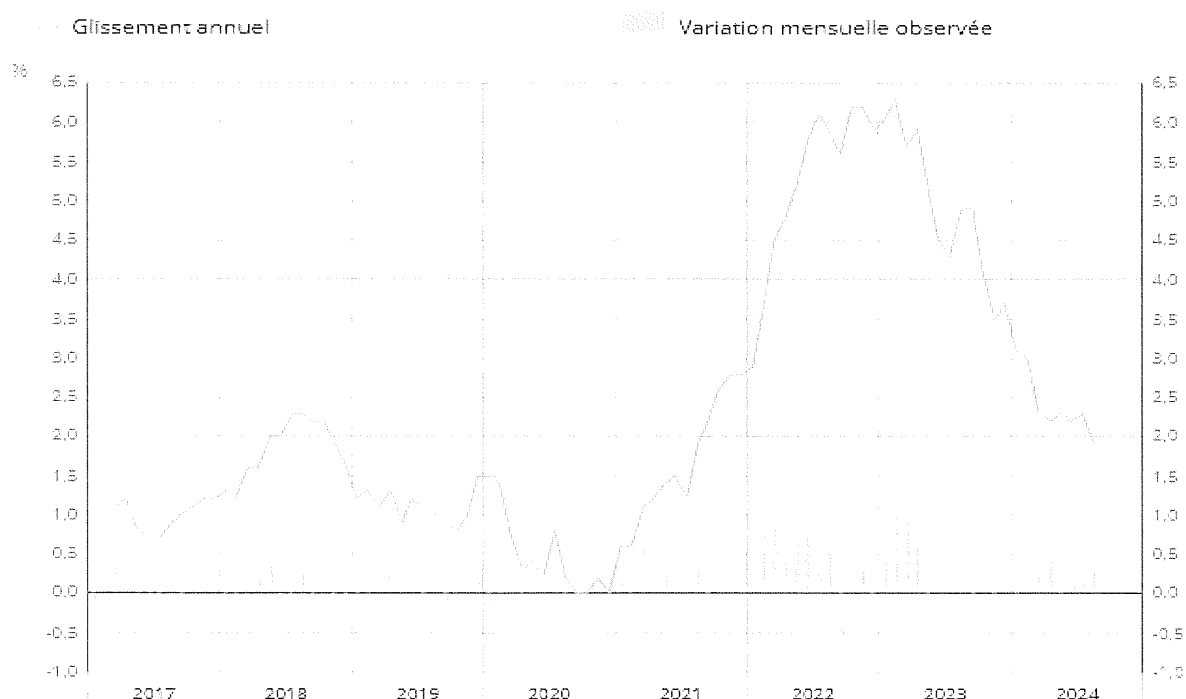


(sources : INSEE et Banque de France)

La sortie de crise sanitaire puis la guerre en Ukraine ont eu des conséquences sur l'évolution des prix : alors que l'inflation était presque nulle (+ 0,5 %) fin 2020, elle s'est accélérée en 2021 et 2022 pour atteindre + 5,3 % en fin d'année. Un reflux significatif s'est opéré depuis le début de l'année 2023, les dernières estimations de l'INSEE tablant sur une inflation inférieure à 2 % en 2024.

Les collectivités locales ont été particulièrement impactées par la hausse des coûts qui en a résulté (fluides, carburant, fournitures, indexation des marchés, bâtiments et travaux publics...). La Banque de France prévoit une décélération de l'inflation à 1,7 % en 2025

## Évolutions de l'indice des prix à la consommation



Champ : France entière

Source : insee - indices des prix à la consommation

Après le creusement sans précédent du déficit public en 2020 et 2021, il s'est stabilisé à un peu moins de 5 % du PIB en 2022 avant de remonter à 5,5 % en 2023 (alors que les estimations l'annonçaient à 4,9 %). Le gouvernement prévoyait initialement un déficit de 4,4 % en 2024 mais les dernières déclarations du gouvernement évoquent un déficit de près de 6 %.

## II. LE CONTEXTE FINANCIER DU CCAS : LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 - SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 1. Budget principal du CCAS

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire	2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
	Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	108 344 €	3,6%	65 030 €	-40,0%	94 382 €	45,1%	69 973 €	-25,9%	52 681 €	-24,7%
70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERS	1 945 289 €	0,3%	1 674 517 €	-13,9%	1 685 864 €	0,7%	1 773 505 €	5,2%	341 733 €	-80,7%
74 DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	1 262 421 €	0,5%	1 239 420 €	-1,8%	1 372 303 €	10,7%	1 663 778 €	21,2%	2 184 336 €	31,3%
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	527 607 €	-0,6%	518 060 €	-1,8%	511 843 €	-1,2%	526 663 €	2,9%	511 398 €	-2,9%
76 PRODUITS FINANCIERS	2 936 €	-65,4%	2 208 €	-24,8%	1 468 €	-33,5%	1 494 €	1,8%	1 516 €	1,5%
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 751 893 €	-7,4%	3 120 413 €	13,4%	2 802 038 €	-10,2%	2 846 721 €	1,6%	3 486 €	-99,9%
78 REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS							58 €		0 €	-100,0%
002 EXCEDENT REPORTE FONCT.	371 158 €	-13,2%	538 240 €	45,0%	830 507 €	54,3%	848 082 €	2,1%	753 752 €	-11,1%
<b>RECETTES RELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 969 647 €</b>	<b>-3,7%</b>	<b>7 157 888 €</b>	<b>2,7%</b>	<b>7 298 404 €</b>	<b>2,0%</b>	<b>7 730 274 €</b>	<b>5,9%</b>	<b>3 848 902 €</b>	<b>-50,2%</b>
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	0 €				630 €		630 €		630 €	
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 969 647 €</b>	<b>-3,7%</b>	<b>7 157 888 €</b>	<b>2,7%</b>	<b>7 299 034 €</b>	<b>2,0%</b>	<b>7 730 904 €</b>	<b>5,9%</b>	<b>3 849 532 €</b>	<b>-50,2%</b>

En 2023 les recettes de fonctionnement ont diminué de 50,20 %, les services de la petite enfance ayant été transférés à la Ville le 1<sup>er</sup> janvier 2023. En effet les recettes de ces services représentaient environ la moitié du budget principal du CCAS.

La diminution importante du chapitre 70 est une conséquence de ce transfert, puisque les recettes principales de la petite enfance (prestations de service) étaient imputées sur ce chapitre.

La forte diminution du chapitre 77 et l'augmentation du chapitre 74 sont liées à un changement d'imputation de la subvention d'équilibre de la Ville suite à la mise en place de la M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le résultat de 2022 inscrit en 2023 est encore élevé puisqu'il intègre le résultat de la petite enfance ce qui a permis de limiter la subvention d'équilibre versée par la Ville à 1 330 000 €.

Le résultat de 2023 étant plus faible (290 010 €), une subvention de la Ville plus élevée a donc été nécessaire pour équilibrer le budget 2024. Elle s'élève à 1 516 000 €.

Depuis 2023, les services de la petite enfance ayant été transférés à la Ville, l'activité du CCAS se concentre donc sur les directions Solidarités & Santé et Autonomie & Inclusion.

Les recettes totales de fonctionnement en 2024 devraient se limiter à 3,6 millions d'euros.

Les recettes du budget 2025 du CCAS devraient être un peu plus élevées, d'une part avec un excédent un peu plus important et d'autre part avec une subvention d'équilibre plus élevée pour faire face à des dépenses plus élevées (liées à l'externalisation du SAAD).

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire	2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
	Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	524 686 €	-5,0%	460 414 €	-12,2%	535 680 €	16,3%	607 989 €	13,5%	162 135 €	-73,3%
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	5 211 292 €	-3,7%	5 079 952 €	-2,5%	5 261 328 €	3,6%	5 679 361 €	7,9%	2 776 894 €	-51,1%
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	567 229 €	-5,1%	552 319 €	-2,6%	591 034 €	7,0%	587 882 €	-0,5%	585 036 €	-0,5%
66 CHARGES FINANCIERES	3 840 €	-38,4%	3 312 €	-13,7%	920 €	-72,2%	5 257 €	471,5%	927 €	-82,4%
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	143 €	n.s.	4 916 €	n.s.	4 419 €	n.s.	40 551 €	n.s.	20 €	n.s.
68 DOTATIONS ET PROVISIONS					500 €				0 €	
<b>DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 307 190 €</b>	<b>-4,0%</b>	<b>6 100 913 €</b>	<b>-3,3%</b>	<b>6 393 881 €</b>	<b>4,8%</b>	<b>6 921 040 €</b>	<b>8,2%</b>	<b>3 525 012 €</b>	<b>-49,1%</b>
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	59 217 €	-80,4%	48 469 €	-18,2%	57 071 €	17,7%	56 112 €	-1,7%	34 509 €	-38,5%
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 366 408 €</b>	<b>-7,3%</b>	<b>6 149 382 €</b>	<b>-3,4%</b>	<b>6 450 952 €</b>	<b>4,9%</b>	<b>6 977 152 €</b>	<b>8,2%</b>	<b>3 559 521 €</b>	<b>-49,0%</b>

En 2023 les dépenses de fonctionnement ont diminué de 49 %, les services de la petite enfance ayant été transférés à la Ville le 1<sup>er</sup> janvier 2023. Dans les mêmes proportions que pour les recettes, ces services représentaient environ la moitié des dépenses du budget principal du CCAS.

En 2023, les charges à caractère général ont affiché une baisse de 73,30 %. Ces dépenses concernaient majoritairement la petite enfance pour le fonctionnement de ses services et pour ses bâtiments.

Les charges de personnel diminuent de 51,10 % ce qui d'une part correspond au transfert du personnel de la petite enfance à la Ville et d'autre part tient compte de l'augmentation du point d'indice, des reclassements indiciaires, des avancements de grades, du SEGUR (2023 + rattrapage 2022) ...

Ce budget, en 2024, est en diminution par rapport au BP 2023. Cette diminution porte principalement sur les dépenses de personnel (environ - 100 000 €) et les charges à caractère générale (-50 000 €). Le nouveau périmètre du CCAS et les mise à disposition de personnel ont rendu la prospective budgétaire 2023 plus difficile d'une part et d'autre part certaines dépenses (assurances du personnel...) étaient encore basées sur 2022 et donc restaient élevées, de plus un rattrapage du SEGUR était inscrit et a été réalisé en 2023. Le budget primitif 2024 s'élève à 3,58 millions. La réalisation des dépenses devrait atteindre 3,3 millions.

Le budget 2025 devrait être plus élevé que le BP 2024.

L'externalisation du SAAD à l'association ADS est prévue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. Le coût de la mise à disposition du personnel sera supporté par le budget principal du CCAS.

Le résultat 2024 devrait être un peu plus élevé que le résultat de 2023.

Le vote du budget en décembre implique de ne pas pouvoir reprendre le résultat 2024 au BP 2025 dans la mesure où les comptes définitifs n'auront pas été arrêtés à cette date. Il en résulte que la ville va voter une subvention d'équilibre basé sur une estimation en attendant de connaître les résultats définitifs.

Ainsi, la subvention d'équilibre définitive ne sera déterminée qu'au moment du budget supplémentaire (DM1) tant côté Ville que CCAS.

Alors que le budget 2025 sera plus élevé, le résultat 2024 plus important ne suffira pas à compenser l'augmentation des dépenses liées à l'externalisation du SAAD. Une subvention d'équilibre devra financer cette dépense.

## 2. Budget Foyer Logements

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
017	PRODUITS DE LA TARIFICATION	3 199 783 €	0,9%	3 281 356 €	2,5%	3 313 176 €	1,0%	3 333 753 €	0,6%	3 479 526 €	4,4%
018	AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION	359 580 €	-10,4%	373 777 €	3,9%	366 651 €	-1,9%	383 221 €	4,5%	445 484 €	16,2%
019	PRODUITS FINANCIERS ET NON ENCAISSABLES	2 341 €	n.s.	6 348 €	171,1%	18 312 €	188,5%	4 682 €	-74,4%	4 018 €	-14,2%
RECETTES RELLES DE FONCTIONNEMENT		3 561 704 €	-17,4%	3 661 481 €	2,8%	3 698 139 €	1,0%	3 721 657 €	0,6%	3 929 028 €	5,6%

Après une stabilité en 2022, les recettes ont augmenté de manière importante en 2023 (+ 5,6 %).

Cette hausse s'explique notamment par une recette exceptionnelle constituée par le reversement du bouclier tarifaire énergie d'un montant de 56 700 € pour la période de juillet 2022 à juin 2023.

On peut également noter le versement d'une subvention du Département à hauteur de 66 735 € destinée à compenser les diverses revalorisations salariales de 2022 et 2023. Cette participation financière est renouvelée sur l'exercice 2024 pour un montant de 44 712 €.

Les recettes d'hébergement sont stables avec un taux moyen d'occupation à 89,4 % en hébergement permanent et 74,5 % en hébergement temporaire, et les recettes liées à la dépendance (dotation et participations APA) sont en hausse de 28 475 €.

Les recettes d'hébergement devraient être stables pour 2024, avec un taux d'occupation moyen de 90,5%.

Les recettes de fonctionnement en 2024 devraient s'élever à 3,9 millions d'euros.

Les recettes du budget 2025 Foyers-Logements devraient s'élever à 4 millions d'euros.

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	571 422 €	-2,5%	537 994 €	-5,9%	563 431 €	4,7%	641 900 €	13,9%	686 192 €	6,9%
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 291 131 €	-4,4%	2 303 534 €	0,5%	2 273 321 €	-1,3%	2 375 095 €	4,5%	2 623 346 €	10,5%
016	DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	639 014 €	-53,7%	647 441 €	1,3%	658 032 €	1,6%	703 182 €	6,9%	701 186 €	-0,3%
002	DEFICIT REPORTE FONCT.	240 213 €	25,0%	263 821 €	9,8%	251 586 €	-4,6%	219 855 €	-12,6%	179 158 €	-18,5%
DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT		3 741 780 €	-17,9%	3 752 790 €	0,3%	3 746 370 €	-0,2%	3 940 031 €	5,2%	4 189 883 €	6,3%

En 2023, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 6,3 %. Cette progression est la résultante de l'inflation et de l'évolution de la masse salariale.



Concernant les charges à caractère général, elles sont en hausse de 6,9 %, notamment en raison de la hausse du coût de l'énergie et également de l'alimentation.

L'augmentation prévue des charges de personnel est principalement liée aux diverses revalorisations salariales :

- Versement du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) avec rétroactivité au 01/04/2022
- Revalorisation du point d'indice
- Prime de pouvoir d'achat

Les dépenses de structure restent quant à elles globalement stables.

Sur l'exercice 2023, le budget Foyers-Logements présente un résultat comptable déficitaire de 81 695 € alors qu'il était à l'équilibre en 2022.

Les dépenses de l'exercice 2024 devraient rester globalement stables par rapport à 2023, sauf sur les charges de structure où l'on peut noter une hausse de 23 483 € sur les redevances versées au bailleur SA La Rance, ainsi que sur les dotations aux amortissements (+ 20 812 €) en raison des investissements effectués en 2023.

Par ailleurs, les déficits accumulés par le passé étant étalés sur plusieurs exercices, le déficit reporté continu à être important.

La réalisation des dépenses, hors reprise de résultats antérieurs, devrait atteindre 4,07 millions d'euros. Ainsi sur l'exercice 2024, le budget Foyers-Logements devrait présenter un résultat comptable déficitaire d'environ 157 000 €.

Globalement, le budget 2025 devrait être stable par rapport à 2024.

### 3. Budget SAAD

Par délibération du 24 juin 2024, le CCAS de Saint-Malo a validé l'externalisation du SAAD auprès de l'Association de Développement Sanitaire (ADS) de la Côte d'Émeraude à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

L'exercice 2024 sera donc le dernier à avoir un budget habituel. Les modalités de clôture comptable du service restent à déterminer, certaines dépenses résiduelles pourraient être conservées sur 2025.

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
017	PRODUITS DE LA TARIFICATION	2 748 618 €	-1,4%	2 576 543 €	-6,3%	2 562 129 €	-0,6%	2 432 103 €	-5,1%	2 365 549 €	-2,7%
018	AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION	119 157 €	-29,5%	195 158 €	63,8%	151 453 €	-22,4%	541 679 €	257,7%	91 545 €	-83,1%
019	PRODUITS FINANCIERS ET NON ENCAISSABLES	1 653 €	n.s.	37 263 €	n.s.	0 €	n.s.	831 €	n.s.	571 €	n.s.
002	EXCEDENT REPORTE FONCT.							7 094 €			
RECETTES RELLES DE FONCTIONNEMENT		2 869 428 €	-5,1%	2 808 963 €	-2,1%	2 713 582 €	-3,4%	2 981 707 €	9,9%	2 457 665 €	-17,6%

Globalement, les recettes de fonctionnement 2023 sont en baisse en raison du versement en 2022 d'une subvention exceptionnelle de la Ville de 465 000 €, et non reconduite en 2023.

De plus, la baisse continue de l'activité, constatée depuis plusieurs exercices, se poursuit. Cela a pour conséquence une diminution des recettes de la tarification, aussi bien concernant la participation des bénéficiaires que celles des caisses de retraite et mutuelles.

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) signé avec le Département pour la période 2019-2023 a cependant permis de maintenir un financement sur le volet APA (bénéficiaires les plus dépendants en GIR 1 à 4) malgré un nombre d'heures d'intervention effectif en deçà de celui contractualisé.

À compter de 2024, un nouveau CPOM a été signé avec un objectif d'heures d'intervention ajusté au réel, et un financement également revu à la baisse.

Les recettes de fonctionnement en 2024, hors reprise de résultat antérieur, devraient s'élever à 2,1 millions d'euros.

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire	2019	évol° 2019 /2018	2020	évol° 2020 /2019	2021	évol° 2021 /2020	2022	évol° 2022 /2021	2023	évol° 2023 /2022
	Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé	
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	186 805 €	-4,1%	189 445 €	1,4%	199 633 €	5,4%	202 860 €	1,6%	193 267 €	-4,7%
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 758 209 €	-1,9%	2 636 811 €	-4,4%	2 429 212 €	-7,9%	2 140 087 €	-11,9%	2 310 709 €	8,0%
016 DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	82 950 €	24,3%	133 257 €	60,6%	95 744 €	-28,2%	101 143 €	5,6%	93 842 €	-7,2%
002 DEFICIT REPORTE FONCT.	92 513 €	43,0%	113 427 €	22,6%	170 370 €	50,2%	170 077 €	-0,2%	164 638 €	-3,2%
<b>DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 120 476 €</b>	<b>-0,6%</b>	<b>3 072 940 €</b>	<b>-1,5%</b>	<b>2 894 959 €</b>	<b>-5,8%</b>	<b>2 614 168 €</b>	<b>-9,7%</b>	<b>2 762 456 €</b>	<b>5,7%</b>

En 2023, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 5,7 %.

Cette hausse s'explique principalement par les diverses revalorisations salariales (CTI avec le rappel au 01/04/2022, hausse du point d'indice et prime pouvoir d'achat). Les charges à caractère général et les charges de structure sont restées quant à elles stables.

Les dépenses de l'exercice 2024 devraient rester globalement stables par rapport à 2023, pour s'élever à environ 2,6 millions d'euros (hors reprise de résultats antérieurs).

Ainsi sur l'exercice 2024, le budget SAAD présentera un déficit qui devrait avoisiner les 441 500 €.

## 4. Budget service d'insertion

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire	2019	évol° 2019 /2018	2020	évol° 2020 /2019	2021	évol° 2021 /2020	2022	évol° 2022 /2021	2023	évol° 2023 /2022
	Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé	
74 DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	316 000 €	1,9%	298 396 €	-5,6%	289 239 €	-3,1%	290 185 €	0,3%	291 636 €	0,5%
002 EXCEDENT REPORTE FONCT.	1 556 €		7 092 €		15 213 €		15 997 €		14 906 €	
<b>RECETTES RELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>317 556 €</b>	<b>1,6%</b>	<b>305 488 €</b>	<b>-3,8%</b>	<b>304 452 €</b>	<b>-0,3%</b>	<b>306 182 €</b>	<b>0,6%</b>	<b>306 542 €</b>	<b>0,1%</b>

Le département attribue une dotation pour le Service d'Insertion qui augmente d'environ 0,5% par an. Elle est donc relativement stable. En 2024 elle s'élève à 293 094 €.

Pour 2025 elle est évaluée à 294 560 €.

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire	2019	évol° 2019 /2018	2020	évol° 2020 /2019	2021	évol° 2021 /2020	2022	évol° 2022 /2021	2023	évol° 2023 /2022
	Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé	
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	18 008 €	-0,6%	8 589 €	-52,3%	11 302 €	31,6%	9 399 €	-16,8%	8 984 €	-4,4%
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	292 457 €	-0,1%	281 686 €	-3,7%	277 153 €	-1,6%	281 877 €	1,7%	284 367 €	0,9%
<b>DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>310 465 €</b>	<b>-0,1%</b>	<b>290 275 €</b>	<b>-6,5%</b>	<b>288 455 €</b>	<b>-0,6%</b>	<b>291 276 €</b>	<b>1,0%</b>	<b>293 351 €</b>	<b>0,7%</b>

En 2023, les dépenses sont stables. Elles devraient également être stables en 2024 et au BP 2025.

## 5. Budget TSF

Par délibération du 24 juin 2024, le CCAS de Saint-Malo a validé l'externalisation du service TISF auprès de l'association Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR 35) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

L'exercice 2024 sera donc le dernier à avoir un budget habituel. Les modalités de clôture comptable du service restant à déterminer, certaines dépenses résiduelles pourraient être conservées sur 2025.

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire	2019	évol° 2019 /2018	2020	évol° 2020 /2019	2021	évol° 2021 /2020	2022	évol° 2022 /2021	2023	évol° 2023 /2022
	Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé	
017 PRODUITS DE LA TARIFICATION	197 787 €	-6,6%	212 302 €	7,3%	212 602 €	0,1%	249 663 €	17,4%	262 085 €	5,0%
018 AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION	34 924 €	-56,6%	29 560 €	-15,4%	20 145 €	-31,9%	17 179 €	-14,7%	12 018 €	-30,0%
019 PRODUITS FINANCIERS ET NON ENCAISSABLES			306 €	n.s.	0 €		166 €		0 €	
002 EXCEDENT REPORTE FONCT.	22 990 €		11 270 €		20 966 €		12 903 €		2 398 €	
<b>RECETTES RELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>255 701 €</b>	<b>-12,5%</b>	<b>253 438 €</b>	<b>-0,9%</b>	<b>253 713 €</b>	<b>0,1%</b>	<b>279 911 €</b>	<b>10,3%</b>	<b>276 501 €</b>	<b>-1,2%</b>

Les recettes de fonctionnement du budget TISF sont principalement constituées par la dotation de financement versée par le Département, et par la participation financière de la CAF.

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre budgétaire	2019	évol° 2019 /2018	2020	évol° 2020 /2019	2021	évol° 2021 /2020	2022	évol° 2022 /2021	2023	évol° 2023 /2022
	Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé		Réalisé	
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	25 180 €	1,0%	24 809 €	-1,5%	25 363 €	2,2%	24 798 €	-2,2%	24 792 €	0,0%
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	207 603 €	-15,1%	213 923 €	3,0%	222 179 €	3,9%	188 596 €	-15,1%	201 951 €	7,1%
016 DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	1 951 €	-83,3%	1 803 €	-7,6%	3 773 €	109,2%	3 449 €	-8,6%	2 368 €	-31,4%
<b>DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>234 735 €</b>	<b>-16,5%</b>	<b>240 534 €</b>	<b>2,5%</b>	<b>251 315 €</b>	<b>4,5%</b>	<b>216 844 €</b>	<b>-13,7%</b>	<b>229 111 €</b>	<b>5,7%</b>

En 2023, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 5,7 %. Cette hausse s'explique principalement par les diverses revalorisations salariales (CTI avec le rappel au 01/04/2022, hausse du point d'indice et prime pouvoir d'achat).

### III. LE CONTEXTE FINANCIER DU CCAS : LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 – SECTION D'INVESTISSEMENT

#### 1. Budget principal du CCAS

##### DEPENSES D'INVESTISSEMENT CCAS

Chapitre budgétaire	2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
	Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 206 €	43,6%	10 051 €	733,4%	720 €	-92,8%	4 380 €	508,3%	2 848 €	-35,0%
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	29 295 €	10,6%	68 875 €	135,1%	63 894 €	-7,2%	78 794 €	23,3%	38 665 €	-50,9%
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	44 045 €	-66,0%	43 003 €	-2,4%	44 434 €	3,3%	107 183 €	141,2%	19 002 €	-82,3%
26 PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A PART.									600 €	n.s.
DEPENSES D'EQUIPEMENT	74 545 €	-52,4%	121 928 €	63,6%	109 047 €	-10,6%	190 357 €	74,6%	61 115 €	-67,9%
16 REMBOURSEMENT CAPITAL DE LA DETTE	79 415 €	-3,9%	82 266 €	3,6%	82 216 €	-0,1%	84 247 €	2,5%	0 €	-100,0%
DEPENSES RELLES D'INVESTISSEMENT	153 961 €	-35,7%	204 194 €	32,6%	191 263 €	-6,3%	274 603 €	43,6%	61 115 €	-77,7%
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION		n.s.		n.s.	630 €	n.s.	630 €	n.s.	630 €	n.s.
041 OPERATIONS PATRIMONIALES									5 527 €	n.s.
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	153 961 €	-35,7%	204 194 €	32,6%	191 893 €	-6,0%	275 233 €	43,4%	67 272 €	-75,6%

##### RECETTES D'INVESTISSEMENT CCAS

Chapitre budgétaire	2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
	Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	82 000 €	-13,4%	85 150 €	3,8%	0 €	-100,0%	202 318 €	#DIV/0!	0 €	-100,0%
RECETTES D'EQUIPEMENT	82 000 €	-13,4%	85 150 €	3,8%	0 €	-100,0%	202 318 €	#DIV/0!	0 €	-100,0%
10 FCTVA	25 569 €	54,4%	12 031 €	-52,9%	19 271 €	60,2%	17 772 €	-7,8%	30 504 €	71,6%
1068 EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES			65 000 €	n.s.	178 000 €	173,8%		-100,0%	0 €	#DIV/0!
001 EXCEDENT REPORTE INV.	74 478 €	n.s.	87 303 €	17,2%	93 760 €	7,4%	156 208 €	66,6%	157 176 €	0,6%
RECETTES RELLES D'INVESTISSEMENT	182 047 €	63,6%	249 484 €	37,0%	291 031 €	16,7%	376 298 €	29,3%	187 680 €	-50,1%
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	59 217 €	n.s.	48 469 €	n.s.	57 071 €	n.s.	56 112 €	n.s.	34 509 €	n.s.
041 OPERATIONS PATRIMONIALES									5 527 €	n.s.
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	241 264 €	-41,6%	297 953 €	23,5%	348 101 €	16,8%	432 410 €	24,2%	227 717 €	-47,3%

Les dépenses d'équipement du CCAS sont financées essentiellement par la subvention de la Ville et par l'excédent.

En 2022, la Ville a versé une subvention d'équipement de 200 000€ au CCAS.

En 2023, les dépenses d'investissement ont été financées par l'excédent, le FCTVA et l'amortissement. Les dépenses sont moins importantes que les années précédentes suite au transfert de la petite enfance à la Ville le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

De même en 2024, les dépenses d'investissement sont financées par l'excédent d'un montant de 160 444€, par le FCTVA et l'amortissement.

Les principaux investissements 2024 concernent :

- Le renouvellement de matériel informatique et de téléphonie ;
- L'acquisition de copieurs ;
- L'acquisition de matériels et mobiliers pour les services ;
- La garantie P3 du marché de chauffage ;

Le budget du CCAS dégagerait en 2024 un excédent d'investissement d'environ 150 000 € qui viendra équilibrer le budget 2025. Les investissements concerneront principalement l'acquisition de matériels et

mobiliers pour les services, l'acquisition de copieurs, de téléphones et casques, le renouvellement de matériel informatique, la garantie P3 du marché de chauffage et des travaux de façade au FAU.

## 2. Budget Foyer Logements

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT FOYERS LOGEMENTS

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0 €	-100,0%	261 €	n.s.	6 996 €	n.s.	6 110 €	n.s.	1 110 €	n.s.
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 146 €	-61,1%	21 529 €	42,1%	124 739 €	479,4%	39 357 €	-68,4%	107 495 €	173,1%
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	19 058 €	-85,9%	6 728 €	-64,7%	109 538 €	1528,1%	138 055 €	26,0%	111 009 €	-19,6%
<b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>		<b>34 204 €</b>	<b>-81,5%</b>	<b>28 517 €</b>	<b>-16,6%</b>	<b>241 274 €</b>	<b>746,1%</b>	<b>183 522 €</b>	<b>-23,9%</b>	<b>219 614 €</b>	<b>19,7%</b>
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	17 041 €	-35,5%	22 172 €	30,1%	37 246 €	68,0%	21 771 €	-41,5%	21 469 €	-1,4%
<b>DEPENSES RELLES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>51 245 €</b>	<b>-75,8%</b>	<b>50 690 €</b>	<b>-1,1%</b>	<b>278 520 €</b>	<b>449,5%</b>	<b>205 293 €</b>	<b>-26,3%</b>	<b>241 083 €</b>	<b>17,4%</b>
13	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	2 341 €	n.s.	2 341 €	0,0%	2 454 €	4,8%	2 454 €	0,0%	2 910 €	18,6%
49	DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS							1 480 €	n.s.		
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>53 586 €</b>	<b>-74,7%</b>	<b>53 031 €</b>	<b>-1,0%</b>	<b>280 974 €</b>	<b>429,8%</b>	<b>209 226 €</b>	<b>-25,5%</b>	<b>243 993 €</b>	<b>16,6%</b>

### RECETTES D'INVESTISSEMENT FOYERS LOGEMENTS

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0 €		0 €		0 €		2 279 €	n.s.	0 €	n.s.
<b>RECETTES D'EQUIPEMENT</b>		<b>0 €</b>		<b>0 €</b>		<b>0 €</b>		<b>2 279 €</b>	<b>n.s.</b>	<b>0 €</b>	<b>n.s.</b>
10	FCTVA							20 386 €	n.s.	6 007 €	-70,5%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	7 €	n.s.	0 €		0 €					
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	16 773 €	-34,6%	23 712 €	41,4%	19 134 €	-19,3%	20 375 €	6,5%	26 955 €	32,3%
001	EXCEDENT REPORTE INV.	996 613 €	183,2%	1 010 162 €	1,4%	1 027 163 €	1,7%	808 705 €	-21,3%	702 473 €	-13,1%
<b>RECETTES RELLES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 013 393 €</b>	<b>144,4%</b>	<b>1 033 874 €</b>	<b>2,0%</b>	<b>1 046 297 €</b>	<b>1,2%</b>	<b>851 745 €</b>	<b>-18,6%</b>	<b>735 435 €</b>	<b>-13,7%</b>
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - SORTIES									26 916 €	n.s.
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES - SORTIES										
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	50 355 €	2,2%	46 320 €	-8,0%	42 584 €	-8,1%	58 474 €	37,3%	64 787 €	10,8%
49	DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS					798 €	n.s.	1 480 €	85,5%		-100,0%
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>		<b>1 063 748 €</b>	<b>-12,0%</b>	<b>1 080 194 €</b>	<b>1,5%</b>	<b>1 089 679 €</b>	<b>0,9%</b>	<b>911 699 €</b>	<b>-16,3%</b>	<b>827 138 €</b>	<b>-9,3%</b>

Comme c'est le cas pour les 2 autres budgets annexes M22, les dépenses d'équipement du budget Foyers-Logements sont financées essentiellement par les dotations aux amortissements et par l'excédent. L'excédent important pour ce budget est lié à la cession de Maupertuis en 2018.

Les principaux investissements 2024 concernent :

- La conduite de l'évaluation médico-sociale des 2 résidences ;
- Un diagnostic de mise aux normes sanitaires pour la cuisine centrale ;
- L'acquisition d'un véhicule adapté PMR ;
- L'acquisition de matériel informatique ;
- L'acquisition de divers mobiliers et matériels ;
- La réfection de logements.

Le budget 2024 devrait dégager un excédent d'investissement d'environ 532 000 €, permettant un équilibre du budget 2025 sans recours à l'emprunt.

En 2025, les investissements prévus concerneront principalement :

- La réfection de logements ;
- Le remplacement du portail de la résidence Renan ainsi que la mise en place d'un système d'interphonie ;

- L'acquisition de 2 fours professionnels pour la cuisine de la résidence Renan ;
- Divers mobiliers et matériels.

### 3. Budget SAAD

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT SAAD

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		n.s.	4 910 €	n.s.	31 391 €	539,3%		-100,0%	7 200 €	#DIV/0!
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 059 €	n.s.	8 040 €	-20,1%	12 950 €	61,1%	2 267 €	-82,5%	630 €	-72,2%
DEPENSES RELLES D'INVESTISSEMENT		10 059 €	n.s.	12 950 €	28,7%	44 341 €	242,4%	2 267 €	-94,9%	7 830 €	245,4%
13	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION									571 €	n.s.
49	DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS							21 €	n.s.		
TOTAL DEPENSES D'INVESTISEMENT		10 059 €	n.s.	12 950 €	28,7%	44 341 €	242,4%	2 288 €	-94,8%	8 402 €	267,2%

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT SAAD

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES							2 856 €	n.s.		n.s.
RECETTES D'EQUIPEMENT								2 856 €	n.s.	0 €	n.s.
10	FCTVA	0 €		1 650 €	n.s.	1 350 €	-18,2%	2 124 €	57,4%	372 €	-82,5%
001	EXCEDENT REPORTE INV.	54 139 €	13,6%	49 763 €	-8,1%	42 630 €	-14,3%	5 463 €	-87,2%	22 799 €	317,3%
RECETTES RELLES D'INVESTISSEMENT		54 139 €	11,8%	51 413 €	-5,0%	43 980 €	-14,5%	10 444 €	-76,3%	23 171 €	121,9%
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	5 684 €	-0,4%	4 167 €	-26,7%	5 627 €	35,0%	14 064 €	150,0%	13 663 €	-2,8%
49	DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS					198 €	n.s.	580 €	192,9%		-100,0%
TOTAL RECETTE D'INVESTISEMENT		59 822 €	10,5%	55 580 €	-7,1%	49 805 €	-10,4%	25 087 €	-49,6%	36 834 €	46,8%

Comme c'est le cas pour les 2 autres budgets annexes M22, les dépenses d'équipement du SAAD sont financées par l'excédent reporté et les amortissements. En 2023, les investissements concernaient les frais d'évaluation médico-sociale du service, ainsi que du matériel informatique.

Aucun investissement ne sera réalisé en 2024 en prévision du transfert de l'activité en 2025.

### 4. Budget TSF

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT TSF

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0 €	n.s.	0 €	n.s.	0 €	n.s.	0 €	n.s.	5 781 €	n.s.
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	445 €	n.s.	1 020 €	129,4%	1 089 €	6,8%	349 €	-68,0%	1 239 €	255,1%
23	IMMOBILISATIONS EN COURS										
DEPENSES RELLES D'INVESTISSEMENT		445 €	n.s.	1 020 €	129,4%	1 089 €	6,8%	349 €	-68,0%	7 020 €	1911,5%

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT TSF

Chapitre budgétaire		2019	évol°	2020	évol°	2021	évol°	2022	évol°	2023	évol°
		Réalisé	2019 /2018	Réalisé	2020 /2019	Réalisé	2021 /2020	Réalisé	2022 /2021	Réalisé	2023 /2022
10	FCTVA	0 €		73 €	n.s.	167 €	128,8%	177 €	5,8%	57 €	-67,6%
10682	RESERVE AFFECTEE AL'INVESTISSEMENT									1 800 €	n.s.
001	EXCEDENT REPORTE INV.	7 013 €	0,0%	6 568 €	-6,3%	5 709 €	-13,1%	5 134 €	-10,1%	5 470 €	6,5%
RECETTES RELLES D'INVESTISSEMENT		7 013 €	0,0%	6 641 €	-5,3%	5 876 €	-11,5%	5 311 €	-9,6%	7 327 €	38,0%
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS			88 €	n.s.	291 €	230,7%	508 €	74,6%	577 €	13,6%
49	DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS					56 €	n.s.				
TOTAL RECETTES D'INVESTISEMENT		7 013 €	0,0%	6 729 €	-4,0%	6 223 €	-7,5%	5 819 €	-6,5%	7 904 €	35,8%

Comme c'est le cas pour les 2 autres budgets annexes M22, les dépenses d'équipement TISF sont financées par l'excédent reporté et les amortissements. En 2023, les investissements concernaient les frais d'évaluation médico-sociale du service.

#### IV. PRESENTATION CONSOLIDEE DES BUDGETS DU CCAS

Section	2019	2020	2021	2022	2023
	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
<b>Investissement</b>					
Dépenses	218 051 €	271 194 €	518 297 €	487 097 €	326 687 €
Recettes	1 371 846 €	1 440 456 €	1 493 808 €	1 375 015 €	1 099 592 €
<b>Fonctionnement</b>					
Dépenses	13 773 863 €	13 505 920 €	13 632 051 €	14 039 472 €	11 034 321 €
Recettes	13 974 036 €	14 187 258 €	14 268 919 €	15 020 361 €	10 819 269 €

#### V. LA DETTE

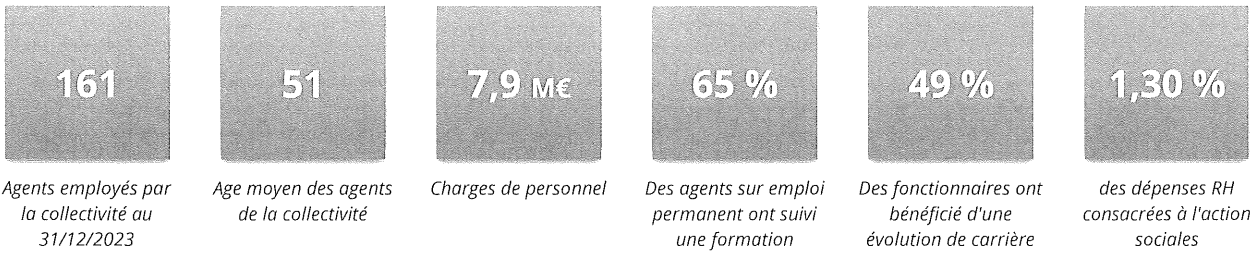
Jusqu'en 2022, la dette du CCAS était constituée d'un seul prêt à taux variable pour le budget principal.

Ce prêt ayant été contracté pour financer la Maison de la Famille, il a été transféré à la ville en 2023 dans le cadre du transfert de la petite enfance et de la création de la direction de famille.

Le CCAS n'a donc plus de dette.

Rapport annexe consacré aux Ressources Humaines

Les chiffres clés 2023

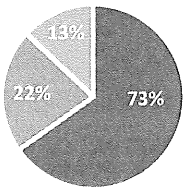
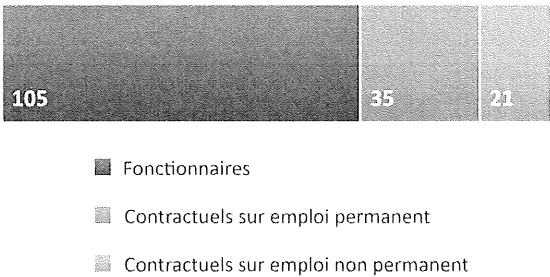
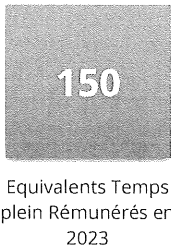


Effectifs



Précisions sur les CDI, emplois aidés et saisonniers occasionnels

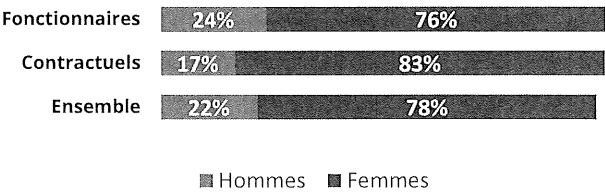
- 26% des agents contractuels permanents en CDI
- 0 agent contractuel sur emploi non permanent recruté dans le cadre d'un apprentissage
- 95% des agents contractuels sur emploi non permanent recrutés en tant que saisonniers ou occasionnels



Caractéristiques des agents de la collectivité



Répartition par genre et par statut des agents sur emploi permanent



Age moyen des agents permanents de la collectivité



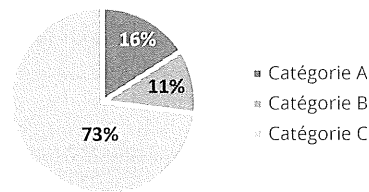
Age moyen des agents de la collectivité	
Fonctionnaires	49,6
Contractuels permanents	53,21
Total collectivité	51

Répartition par filière et par statut



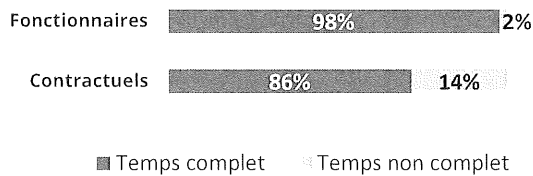
Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	22%	14%	20%
Technique	12%	15%	13%
Culturelle			
Sportive			
Médico-sociale	65%	71%	66%
Police			
Animation	1%		1%
Total	100%	100%	100%

Répartition de

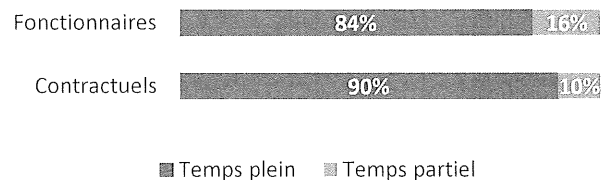


## Temps de travail des agents sur emploi permanent

### Répartition des agents à temps complet ou non complet



### Répartition des agents à temps plein ou temps partiel

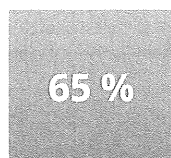


## Budget et rémunérations

### Poids des charges de personnels

Budget de fonctionnement	10 920 785
Charges de personnel	7 912 901
Pourcentage des charges de personnels	72.46 %

## Formation

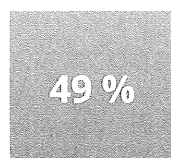


Agents ayant suivi  
une formation en  
2023

### Analyse des agents ayant bénéficié d'une formation

- 91 Agents ont bénéficié d'une formation en 2023
- 67 k€ consacrés à la formation en 2023
- 350 jours de formation suivis par les agents en 2023
- 2,5 jours de formation en moyenne par agent en 2023

## Promotions

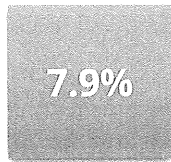


Des fonctionnaires  
ont bénéficié d'une  
évolution de carrière  
en 2023

### Analyse des avancements et promotions

- 6,7 % des fonctionnaires ont bénéficié d'un avancement de grade en 2023 (7 agents)
- 41,9 % des fonctionnaires ont bénéficié d'un avancement d'échelon en 2023 (44 agents)

## Accidents du travail



Taux d'accident du travail pour 100 agents

### Les accidents du travail et des mesures de prévention

- 11 accidents du travail déclarés en 2023
- 8 jours de formation liés à la prévention

## Handicap



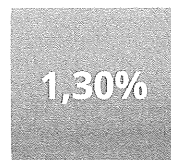
Taux d'emploi de personnes handicapées

### Analyse des modalités d'accueil des travailleurs handicapés

Les collectivités de plus de 20 agents (ETP) sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6% des effectifs.

- 11 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

## Action sociale et protection sociale complémentaire des agents



des dépenses RH consacrées à l'action sociale

### Analyse des dépenses à caractère social

Montants alloués à l'action sociale	Total
Participations employeur mutuelle et/ou protection sociale	75 867
Allocation versée au Comité des Œuvres Sociales	28 133
Montant global des participations	104 000

La collectivité participe directement au financement de la protection sociale des agents (cotisations maladie, retraite, invalidité, ...), au travers des diverses contributions versées chaque mois aux organismes sociaux.

→ En 2023, la Collectivité a versé **1 614 336 €** de charges patronales, sur l'ensemble des rémunérations.

La collectivité cotise auprès d'un Comité des Œuvres Sociales et participe également financièrement à la complémentaire santé et aux contrats de prévoyance de ses agents.